



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09316P0068 du 29/04/2016
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09316P0068, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour un projet de permis d'aménager de 9 lots sur la commune de Ventabren (13), déposée par madame PIEULLE Denise, reçue le 29/03/2016 et considérée complète le 31/03/2016 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 04/04/2016 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 51a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement des parcelles cadastrées AT 531p1, 532, 533, 534, 819p1, 824p1, sur une superficie de 11738 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectifs:

- l'aménagement d'un lotissement de neuf lots,
- la réalisation de travaux de voirie et réseaux divers ;

Considérant la localisation du projet:

- en zone UD du PLU approuvé le 01/07/2009,
- en aléas faibles au risque incendie de forêt au sud d'un secteur à aléa subi exceptionnel,
- a proximité du site natura 2000 FR9310069 - Garrigues de Lançon et Chaînes alentour,
- à 1,9 km du site Natura 2000 - Plateau de l'Arbois ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement, plus particulièrement sur la biodiversité ;

Considérant qu'en tout état de cause le défrichement entre deux Zones de Protection Spéciale doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur les sites Natura 2000 FR9310069 et FR9312009 ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement des parcelles cadastrées AT 531p1, 532, 533, 534, 819p1, 824p1, situé sur la commune de Ventabren (13) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à Madame PIEULLE Denise.

Fait à Marseille, le 29/04/2016.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).